



# Etude

**VERS LA FIN DE L'ENDOGAMIE EN POLITIQUE ?**

**Par Hadrien Szigeti, Trésorier X-Sursaut**

Mars 2017

*Résumé des idées de la soirée conférence X-Sursaut du 6 Mars 2017*

Quelques semaines avant le premier tour de la présidentielle 2017, l'exaspération des électeurs est palpable. Face à la montée des partis populistes ou extrémistes, les partis traditionnels sont moribonds. La désillusion politique est partagée par 82 % des Français, selon un [sondage CEVIPOF](#), où ils expriment leur lassitude de « *signer des chèques en blanc* » aux parlementaires. Des français qui « *n'arrivent plus à aller voter la tête haute, ou ne votent plus du tout* » comme le dit la profession de foi de [MaVoix](#), « *des écœurés des partis, du Modem au Front de gauche en passant par Nouvelle Donne* ». Pour **Hervé Novelli**, conseiller auprès de François Fillon, c'est le manque de résultats des politiques au pouvoir « *qui crée ce besoin de changement (...) et se traduit notamment par l'incapacité des citoyens et des électeurs à intervenir entre deux élections* ». **Antoine Petat**, fondateur de l'association [Looking for Talents](#), fustige lui « *les speeches incantatoires, qui manquent de concret* ». « *En tout cas* », conclut **Guillaume Labbez**, animateur de [DroiteLib](#), mouvement de la droite libérale issu de la société civile, « *vu le niveau de colère actuel, si les partis politiques traditionnels ne se renouvellent pas, contrairement aux partis extrémistes, cela finira extrêmement mal.* » La soirée du 5 Mars nous a amenés à réfléchir à cette exaspération face au personnel politique en place.

## **Les Français ne se reconnaissent plus dans leurs représentants jugés lents et peu efficaces**

Les citoyens se sentent mal représentés dans le système politique traditionnel issu des partis et des syndicats. Que l'on parle du choix d'une personnalité présidentielle, des parlementaires, voire des conseillers du conseil économique et social ([CESE](#)), le fossé se creuse régulièrement entre des élites « *jacobines et*

*rousseauiste* » selon l'expression d'**Olivier Urrutia**, directeur de l'[Observatoire Européen des Think Tanks](#), et la société civile, notion galvaudée qu'il définit comme « *les acteurs du privé par opposition aux pouvoirs publics.* » Pour Olivier Urrutia, l'implication de la société civile dans la vie politique est à ce titre « *le gage d'une forme avancée de démocratie.* »

De plus les français constatent le manque évident d'efficacité de l'action politique sur leurs problèmes du quotidien. Sur le problème du chômage par exemple **Julie Coudry**, fondatrice et dirigeante de [JobMaker](#), ainsi qu'Antoine Petat, nous démontrent qu'il est plus efficace d'agir au plus proche des citoyens, à la place des « *mégastructures régies par des lois souvent incompréhensibles, [qui rendent] les gens passifs et dépendants* ». L'application du principe de subsidiarité devrait, selon **Philippe Rodriguez**, coordinateur de la campagne [577 pour la France](#), « *être beaucoup plus haut dans les valeurs politiques françaises : [il faudrait] se demander systématiquement quel est le bon niveau, l'échelon le plus proche du citoyen pour traiter un problème donné. Sur l'emploi par exemple on voit que l'échelon local est le bon niveau.* »

Pour Hervé Novelli, « *La crise de la démocratie représentative est un sujet majeur et structurel, (...) : en particulier la lenteur des prises de décision par la sphère publique qui exaspère face à l'accélération des décisions dans la vie privée.* » Là aussi le fossé se creuse entre le temps nécessaire à l'action politique, et le temps de la société civile, en accélération notamment grâce au numérique. Lorsque la salle interpelle les orateurs : « *A l'ère d'Internet ça devrait être simple de savoir ce que plein de gens pensent sur les sujets de la vie quotidienne !?* », **Emmanuel Constantin**, référent départemental d'En Marche et cofondateur du Think-Tank [la Gauche Libre](#), rappelle que « *les gens les plus éloignés de l'élite sont aussi les moins numérisés. La loi sur le numérique a montré la limite [des élus ?] sur ces sujets. Le travail de terrain est essentiel pour savoir ce que les gens pensent.* » Toutefois il existe d'intéressantes initiatives, comme [#MaVoix](#) ou

l'application de démocratie participative Stig, qui laissent penser, comme le dit Guillaume Labez, que la démocratie sera très différente d'ici la prochaine présidentielle: « *On a les capacités avec la technologies qu'on utilise tous déjà à la maison de réinventer la façon de co-construire [la politique]. On pourra mettre le citoyen au centre de la vie politique, en permanence.* »

## Remplacer le personnel politique n'est plus suffisant

Suffit-il alors comme le proposent Emmanuel Constantin (En Marche/ La Gauche Libre) ou Guillaume Labbez (DroiteLib) de remplacer les élites politiques actuelles par de nouvelles personnalités, issues de la société civile. « *Tous les partis cherchent à récupérer la société civile, et cela permettrait déjà de changer beaucoup de choses sans avoir besoin d'une 6e République* », dit Labbez, « *les primaires donnent la possibilité de faire émerger de nouvelles personnalités comme Alexandre Jardin ou Emmanuel Macron, capables de créer autour d'eux une démarche de renouvellement et de leur donner un leadership politique.* » Mais il reconnaît que l'émergence de telles personnalités reste exceptionnelle, et ne suffit probablement pas. Pour Constantin, *En Marche* démontre qu'il est possible d'ouvrir les partis plus largement pour accueillir les énergies et les idées de la société civile, tout en gardant une ligne politique claire avec « *un projet, des idées et des valeurs* ».

Julie Coudry, ancienne présidente de la confédération étudiante, rappelle que c'était historiquement le rôle des partis et des syndicats que de recruter des militants, de les former à la politique et de faire émerger des élites. Au lieu de cela, on retrouve aujourd'hui toujours le même petit groupe de personnes à la tête des mouvements politiques comme des grandes entreprises, des médias, des associations ou des grandes écoles constituant ainsi « *un maillage du pouvoir très*

*hermétique et détenu entre quelques mains seulement », nous dit Olivier Urrutia. « Cette faculté à fonctionner en circuit fermé, explique la sclérose de notre système. »*

Il ne s'agit pas seulement de trouver de nouvelles élites, que le pouvoir n'aurait pas encore corrompu, pour remplacer celles dont les échecs à répétition ont lassé les citoyens. C'est bel et bien les règles du système qu'il faut modifier pour mettre fin à l'endogamie actuelle. *« Des primaires ne permettent pas un renouvellement efficace », nous dit Urrutia. « Il ne faut pas croire qu'en changeant juste quelques noms, on changerait profondément les choses. On ne peut décemment pas dire qu'Emmanuel Macron soit véritablement un rebelle qui renouvellerait la classe politique française. Et qui nous dit que les personnes de la société civile qui accéderaient au pouvoir ne retomberaient pas dans les mêmes travers que les politiciens actuels ? »*

Pour Hervé Novelli, *« on n'échappera pas à imposer une réforme de notre système de représentation pour régénérer le système politique. Cela passera par de nouvelles règles et de nouvelles lois sur les modes de désignations de nos dirigeants, qui mette en jeu un fonctionnement collaboratif, et une plus grande fluidité public-privé. »*

## La politique ne doit plus être réservée à des professionnels

Pour combattre l'endogamie et combler ce fossé avec la société civile, il faut réaliser que la politique ne peut plus être une affaire de professionnels. *« C'est une erreur profonde et répandue dans la sphère politique »* nous dit Novelli. Et Philippe Rodriguez nous raconte l'histoire de Jean-Christophe Fromentin, l'actuel député-maire de Neuilly-sur-Seine, que tout le monde a cherché à décourager de se présenter à la mairie de Neuilly, *« en lui expliquant que ce n'était pas le*

*fonctionnement habituel de la politique et qu'il n'y avait pas de place prévue pour un entrepreneur. » De cette aventure est né 577 pour la France, une réplique ludique du modèle qui a fait gagner Jean-Christophe Fromentin, pour que chacun puisse tenter l'expérience de devenir député.*

Mais là se cache la vraie difficulté : devant la complexité croissante du métier de ministre, de député ou de maire, comment peut-on former efficacement ces nouvelles recrues ? *« Aujourd'hui 577 réunit ses candidats une à deux fois par mois pour les former de façon à avoir un corpus d'idées et un projet commun. Autour de 6 idées fortes, ils restent indépendants, et vont pouvoir renouveler l'assemblée nationale. »*

A l'aune de ce débat, on peut donc formuler 3 principes généraux, qui pourraient sous-tendre les prochains débats sur ce thème

## Principe #1 : ouvrir et faire émerger à tous les niveaux

Pour faire participer la société civile aux débats politiques, et faire émerger de nouveaux leaders plus représentatifs, rien de tel que de fédérer le plus possible les citoyens autour d'un projet et de valeurs communes. Devant le degré d'urgence, certains participants à ce débat (dans la salle) se demandent même pourquoi ne pas fédérer davantage, et rechercher l'unité nationale.

Pourquoi ne pas faire émerger des candidats à la présidentielle, comme l'a proposé la primaire citoyenne, même si ce poste réclame un politicien expérimenté, connaissant les rouages de l'Etat. Non, pour Novelli, l'objectif de l'ouverture ne peut pas être de faire émerger une personne providentielle: de fait *« l'endroit où les citoyens ont le plus de possibilité d'infléchir la politique de la France c'est à l'Assemblée Nationale, à travers les amendements et les allers retours avec*

*l'exécutif, et c'est là que les citoyens doivent être représenté comme indiqué dans la constitution ».*

Lors de la primaire de la gauche, Arnaud Montebourg avait émis l'idée de réserver également 100 sièges de sénateur à des citoyens tirés au sort. Pour comprendre pourquoi il s'agit d'une fausse bonne idée, se référer à [cette analyse critique](#) issue également des rangs de la gauche. La proposition des 577 est plus raisonnable : pour une plus grande représentativité, elle imagine de remplacer le Sénat par une Assemblée des Territoires, composée des 400 patrons d'intercommunalités françaises. Des municipalités qui pourraient également prochainement être conquises par de nouveaux venus, comme le montre l'exemple du village de Saillans, dans la Drôme.

Mais c'est sur le terrain, sans passer par le politique, que la puissance de la société civile peut s'exercer le mieux. Julie Coudry témoigne : *« Il existe un formidable réservoir de potentiel chez tout le monde, que chacun pourrait utiliser pour régler les problèmes qui le concerne, mais qui n'est pas mobilisé aujourd'hui. »*

## Principe #2 : accompagner et former les nouveaux entrants

Ouvrir le fonctionnement démocratique au plus grand nombre ne peut pas aller sans un effort d'accompagnement et une certaine méthode. Au XIXe siècle nous rappelle un participant au débat (dans la salle) c'est d'un effort d'instruction massif que la démocratie a su tirer sa légitimité. Aujourd'hui il convient d'aller chercher jusque dans les banlieues les nouvelles élites.

Pour Julie Coudry et Antoine Petat, le discours qui fonctionne c'est celui qui propose un accompagnement à chacun au travers d'un parcours et d'une méthodologie. Ce n'est pas juste une histoire de volonté. Même son de cloche

chez 577, où l'on *gamifie* le parcours jusqu'à la candidature officielle, et on forme ensuite les candidats au fonctionnement des institutions, en leur demandant de respecter un corpus d'idées qui donne sa cohésion au mouvement, tout en laissant à chaque candidat sa liberté d'opinion sur la plupart des sujets.

Autre apport de la société civile, le recours à une culture de la mesure des résultats permettrait un fonctionnement plus apaisé de la politique. Dans le privé on a cette culture des indicateurs, souligne un auditeur, mais dans la sphère publique on omet habilement d'en parler. « *Est-il utopique de penser qu'on puisse avoir des débats factuels et efficaces en politique également* », demande ce Monsieur.

## Principe #3 : sélectionner plus drastiquement les meilleurs politiciens

Enfin plusieurs idées fusent pour pousser vers la sortie une partie du personnel politique en place, tout en respectant les plus vertueux et les plus expérimentés. Ces idées sont souvent à double tranchant et il faut les examiner avec prudence.

La limitation des mandats et le plafonnement des fonctions politiques n'est pas une idée nouvelle. Un auditeur souligne que déjà en 1789 le peuple avait cette angoisse que les élus confisquent le pouvoir, ce qui valut quelques déboires. « *Mais attention à la motivation des élus* », souligne Hervé Novelli : « *le système actuel pousse le député à être utile.* »

Un autre auditeur précise qu'une loi votée en 2017 — [grâce à la pression la société civile sur le politique](#) — obligera bientôt tous les candidats aux élections à avoir un casier judiciaire vierge, ce qui va interdire d'emblée à un tiers des députés de se présenter ! De manière générale, la moralisation des élus, une plus grande transparence et la prévention des conflits d'intérêts, sont de grands pas en avant... dans une certaine limite. Pour Olivier Urrutia, il faut aussi s'en méfier, comme par



exemple « *la transparence du parrainage à la présidentielle, qui infantilise les élus locaux et ne va pas vers plus de démocratie.* »

Le principe de subsidiarité est également une très bonne règle qui permet de déléguer les décisions au plus près des intéressés pour plus d'efficacité de la politique. Toutefois les systèmes trop horizontaux, qui refusent la nomination d'un leader, bien qu'ils soient rendus possibles par la révolution numérique ne sont pas forcément les plus efficaces. Comme on l'a vu avec l'autodestruction du mouvement *Nuit Debout* en 2016, un fonctionnement direct, sans représentation et sans incarnation, a beaucoup plus de mal à accoucher de propositions concrètes et défendables.

## Conclusion

En conclusion Julie Coudry propose de « *remettre leur sort dans les mains des individus : tous les jeunes dans ce pays ont les capacités de trouver leur place dans ce pays et de créer de la valeur. Il est bien dommage qu'aucun ministre récent n'ait su le dire. C'est un tout petit changement de perspective, mais qui permet aux individus de se sentir responsables de l'avenir de leur pays.* »

---

Note : pour en savoir plus sur l'origine de la démocratie représentative, nous vous recommandons la lecture de [cette interview](#) érudite de deux historiens Bernard Manin (*Les principes du gouvernement représentatif*, Calmann-Lévy, 1995) et Nadia Urbinati (*Representative Democracy : Principles And Genealogy*, University of Chicago Press, 2006) dans *la Vie des Idées*.